



CHAMBRE D'AGRICULTURE DE L'AVEYRON
5 BOULEVARD DU 122EME RI
12000 RODEZ

DOSSIER DE CONSULTATION MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

CAHIER DES CHARGES ADMINISTRATIVE PARTICULIERES (CCAP)

Marché Public à Procédure Adaptée Reprises-en sous-œuvre des anciennes écuries du Château de Bernussou

Lieudit Bernussou
12200 Villefranche-de-Rouergue

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES	5
1.1 - Objet Du Marché – Emplacement Des Travaux	5
1.2 - Tranches Et Lots	5
1.4 - Notifications par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques	5
1.5 - Assistant au Maître d'Ouvrage	5
1.6 - Maîtrise d'œuvre	6
1.7 - Contrôle technique	6
1.8 - Coordination sécurité et protection de la santé	6
1.9 - Coordination OPC	6
1.10 - Mesures de sécurité et obligations de confidentialité	6
1.11 – Assurances du titulaire	6
1.12 - Assurances du maître d'ouvrage.....	7
1.13 - Sous-traitance	7
ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	8
2.1 - Pièces particulières	8
2.2 - Pièces générales.....	8
2.3 – Ordre de priorité	9
2.4 - Date d'application et d'opposabilité des textes.....	9
ARTICLE 3 - PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES.....	9
3.1 - Répartition des paiements.....	9
3.2 - Contenu des prix – Mode d'évaluation des ouvrages – Règlement des comptes	9
3.2.1 Les prix :.....	9
3.2.2 Prestations fournies gratuitement à l'entreprise :	9
3.2.3 Caractéristiques des prix pratiqués :	9
3.2.4 Modalité de règlement des comptes :.....	10
3.2.5 Prestations comportant un délai important de fabrication ou de stockage en usine :	10
3.2.6 Approvisionnements :.....	10
3.2.7 Travaux imprévus :.....	10
3.2.8 Marchés complémentaires :	11
3.4 - Variation des prix.....	11
3.4.1 Mode de variation.....	11
3.4.2 Mois d'établissement des prix du marché :	11
3.4.3 Choix de l'index de référence :	11
3.4.4 Modalités d'actualisation des prix :.....	11
3.4.5. Actualisation provisoire :	12
3.4.6. Application de la taxe à la valeur ajoutée :.....	12

3.5 - Paiement des cotraitants et des sous-traitants éventuels	12
3.5.1 Désignation de sous-traitants en cours de marché :	12
3.5.2 Modalités de paiement direct :	12
3.6 - Délai de paiement	13
3.7 - Intérêts moratoires	13
ARTICLE 4 - DELAIS D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES	13
4.1 - Délai d'exécution des travaux.....	13
4.2 - Période de préparation.....	13
4.3 - Planning d'exécution	13
4.4 - Prolongation du délai d'exécution.....	14
4.5 - Pénalités – Primes	15
4.5.1 Retard dans l'exécution des travaux :	15
4.5.2 Absence aux réunions de chantier :	15
4.5.3 Nettoyage de chantier :	15
4.5.4 Retard dans la remise des documents :	15
4.5.5 Délais et retenues pour documents fournis après exécution (DOE) :	15
4.5.6 Dérogation à l'article 19.2.1 :	16
4.5.7 Prime d'avance :	16
4.6 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	16
ARTICLE 5 -CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	16
5.1 - Retenue de Garantie	16
5.2 - Avance forfaitaire	16
5.2.1 Avance de 5% :	16
5.2.2 Modalités de versement de l'avance forfaitaire :	16
5.2.3 Remboursement de l'avance forfaitaire :	17
5.2.4 Avance aux sous-traitants :	17
ARTICLE 6 - PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS.....	17
6.1 - Provenance des matériaux et produits	17
6.2 - Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt.....	17
6.3 - Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits	17
6.4 - Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage	18
6.5 - Mention « ou équivalent »	18
ARTICLE 7 - IMPLANTATION DES OUVRAGES	18
7.1 - Piquetage général	18
7.2 - Piquetage des ouvrages souterrains, enterrés ou aériens	18
ARTICLE 8 - PREPARATION – COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX	18

8.1 - Connaissance des lieux - vérification préalable.....	18
8.2 - Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS).....	19
8.3 - Registre de chantier	19
8.4 - Plan d'installation de chantier.....	19
8.5 - Planning d'exécution	20
8.6 - Accès.....	21
8.7 - Stockage de matériel et matériaux	21
8.8 - Période de préparation - programme d'exécution - ordres de service	21
8.9 - Plans d'exécution - notes de calcul - études de détail	22
8.10 - Organisation sécurité et hygiène des chantiers.....	23
8.10.1 Principes généraux.....	23
8.10.2 Autorité du coordonnateur S.P.S.....	23
8.10.3 Moyens donnés au coordonnateur S.P.S.....	23
8.10.4 Obligations du titulaire	23
8.10.5 CISSCT	23
8.10.6 Obligations du titulaire vis à vis de ses sous-traitants	24
8.11 - Mesure d'ordre social – application de la réglementation du travail	24
8.11.1 Application de la réglementation du travail	24
8.11.2 Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers	24
8.12 - Signalisation du chantier à l'égard de la circulation publique	25
8.13 - Maintien des communications et de l'écoulement des eaux.....	25
8.14 - Engins explosifs de guerre	26
8.15 - Utilisation des voies publiques	26
8.16 - Chantier comportant des risques hors de proportion.....	26
8.17 - Compte Prorata – Dépenses et recettes d'intérêt commun	26
8.18 - Gestion des déchets de chantier	26
8.19 - Travaux modificatifs.....	26
ARTICLE 9 - CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX	27
9.1 - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux	27
9.2 - Période d'opération préalable à la réception	27
9.3 - Réception	28
9.4 - Réception partielle.....	28
9.5 - Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou parties d'ouvrages.....	28
9.6 - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages.....	28
9.7 - Documents fournis après exécution	28
9.8 - Délai de garantie	28
9.9 - Garanties particulières	29
ARTICLE 10 - OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC ET PRIVE.....	29
ARTICLE 11 - RESILIATION	29

ARTICLE 12 - DEROGATIONS AU CCAG TRAVAUX.....	29
ARTICLE 13 – ENGAGEMENT DU TITULAIRE	30

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 - OBJET DU MARCHE – EMPLACEMENT DES TRAVAUX



La présente consultation concerne le projet de :

**Reprises-en sous-œuvre des anciennes écuries
du Château de Bernussou**

La présente consultation a pour objet un marché de travaux au sens de l'article L111-2 du Code de la Commande Publique.

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent le marché relatif aux travaux de reprises en sous œuvre **des anciennes écuries du Château de Bernussou et au LOT UNIQUE GROS-ŒUVRE.**

Lieu d'exécution des travaux :

[Lieudit Bernussou](#)
[12 200 Villefranche-de-Rouergue](#)
 [44.361408, 1.992232](#) 

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1.2 - TRANCHES ET LOTS

Les prestations feront l'objet d'un marché avec une seule tranche de travaux réparties en un lot unique, à savoir :

✓ **LOT GROS-ŒUVRE**

1.4 - NOTIFICATIONS PAR ECHANGES DEMATERIALISES OU SUR SUPPORTS ELECTRONIQUES

Dans le cadre de l'article 3-1 du CCAG Travaux : les notifications au titulaire des décisions ou informations du pouvoir adjudicateur, ou des ordres de service émis par le maître d'œuvre seront envoyées :

- ✓ Soit par courrier recommandé avec accusé de réception au siège social indiqué par le titulaire dans l'acte d'engagement.
- ✓ Soit par le biais du profil acheteur du pouvoir adjudicateur (les dispositions de l'article 3.1.2 du CCAG Travaux s'appliquent)
- ✓ Soit par courriel électronique

1.5 - ASSISTANT AU MAITRE D'OUVRAGE

Pour le présent projet, le maître d'ouvrage est assisté d'un Maître d'œuvre

1.6 - MAITRISE D'ŒUVRE

**CETEC- bureau d'étude
27 avenue de Vabre
12000 RODEZ**

Représenté par M. Aloys DALPAYRAT

Le marché confié au maître d'œuvre est une mission de base, option " VISA ", au sens de l'article R2431-4 du Code de la Commande Publique.

1.7 - CONTROLE TECHNIQUE

La mission de contrôle technique au sens de la loi du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et l'assurance dans le domaine de la construction est confiée à :

**APAVE
22 Boulevard du 122ème RI
12000 Rodez**

Représenté par M. Guillaume HEYRAUD

1.8 - COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

La mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est confiée à :

Représenté par :

**Yves DELAGNES
SARL Coordination Bassin Dourdou**

Représenté par M. Yves DELAGNES

Désigné dans le présent document « coordonnateur S.P.S. ».

Conformément à l'article R.4532-1 du Code du Travail la présente opération est classée en 2ème catégorie : opérations soumises à l'obligation d'établir un plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGC SPS) et à l'obligation de déclaration préalable prévue à l'article L. 4532-1 ne relevant pas de la première catégorie.

1.9 - COORDINATION OPC

La mission OPC est assurée par la maîtrise d'œuvre.

1.10 - MESURES DE SECURITE ET OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE

Pas de stipulation particulière

1.11 – ASSURANCES DU TITULAIRE

En complément des stipulations de l'Article 8.1 du CCAG Travaux : les assurances devront être souscrites auprès de Compagnies d'Assurances notoirement solvables.

En cas de défaut à l'article 8.1.3 du CCAG Travaux : l'entreprise pourrait se voir faire résilier son marché sans aucune indemnité, nonobstant les dommages et intérêts qui pourraient lui être réclamés par le Maître d'Ouvrage.

Les fabricants soumis à la loi 78.12 du 4 Janvier 1978 devront, quant à eux, avoir souscrit une police d'assurance couvrant leur responsabilité en vertu de l'article 1792.4 du Code Civil.

En cas de travaux sur existants, ces garanties devront impérativement comporter une clause d'extension, dans les conditions similaires à celles prévues par la loi du 4 janvier 1978, et par l'annexe 1 à l'article A 241.1 précité, aux dommages consécutifs aux travaux neufs, subis par les parties anciennes de la construction.

1.12 - ASSURANCES DU MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage a souscrit une assurance responsabilité civile auprès de la Compagnie d'assurance AREAS Dommages 47 / 49 rue Miromesnil 75008 PARIS SIRET : 775 670 466 00017 dont le courtier mandataire est PARIS NORD ASSURANCES SERVICES (PNAS) Tour CB21 - 16 place de l'Iris 92040 PARIS LA DEFENSE Cedex - N° SIRET : 341 539 815 00025. Cette police d'assurance couvre notamment : "Toutes les activités liées à l'exploitation des biens mobiliers et immobiliers affectés à l'exercice des activités : prêt, location, dépôt, entretien, maintenance, construction, démolition, surveillance, nettoyage.

En cas de sinistre, le coût de la franchise sera à la charge de l'entreprise responsable. Si le responsable ne peut être identifié ou est extérieur au chantier, la franchise sera répartie au prorata du bénéfice retiré par chaque titulaire.

1.13 - SOUS-TRAITANCE

Cadre légal : loi de 1975 relative à la sous-traitance ; Code de la Commande Publique : article L2193-1 à 14 et R2193-1 à 22 ; CCAG Travaux.

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certains ouvrages du marché moyennant l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement par le Maître d'Ouvrage par notification de l'acte spécial.

A l'appui de cette demande, il remet à la personne responsable du marché, un acte spécial (formulaire DC4) mentionnant notamment :

- ✓ la nature et le montant des prestations sous-traitées,
- ✓ le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
- ✓ les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance,
- ✓ les modalités de règlement devront être les mêmes que celles définies pour le titulaire du marché,
- ✓ les modalités de révision de prix,
- ✓ le mois d'établissement des prix,
- ✓ les stipulations relatives aux délais, pénalités, retenues diverses,
- ✓ la personne habilitée à donner les renseignements,
- ✓ si le sous-traitant est payé directement le compte à créditer,
- ✓ les informations relatives au nantissement ou à la cession de créances.

Le sous-traitant ne peut être accepté que s'il justifie qu'il a contracté les polices d'assurances demandées et qu'il possède les qualifications requises pour les travaux qui lui sont confiés.

ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

2.1 - PIECES PARTICULIERES

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes :

- 1) L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
 - ✓ La mise au point du marché éventuelle ;
 - ✓ Les actes d'agrément des sous-traitants éventuels ;
 - ✓ Les avenants éventuels ;
- 2) Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- 3) Calendrier prévisionnel des travaux qui sera remplacé par le calendrier détaillé d'exécution à l'issue de la période de préparation.

Le délai total est un délai maximal et la date de démarrage est une date impérative.

- 4) Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.), et ses annexes :
 - ✓ Un descriptif ;
 - ✓ Un plan ;
- 5) La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)
Cette décomposition n'est contractuelle qu'en ce qui concerne les prix unitaires qui servent de référence pour le règlement des travaux modificatifs éventuels.

2.2 - PIECES GENERALES

- ✓ CCAG Travaux selon Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier de clauses administratives générales des marchés de travaux,
- ✓ Le cahier des clauses techniques générales (C.C.T.G.),
- ✓ Cahier des clauses spéciales DTU,
- ✓ Prescriptions ayant valeur de cahier des charges DTU,
- ✓ Règles de calculs DTU,
- ✓ Normes françaises homologuées enregistrées et obligatoires,
- ✓ Règles dites professionnelles,
- ✓ Avis techniques du CSTB acceptés par l'assurance pour les ouvrages et matériaux non traditionnels.
- ✓ Ensemble des textes législatifs et administratifs nationaux, départementaux et municipaux applicables à la construction.

Les documents visés ci-dessus, bien que non joints au marché, sont réputés connus des entrepreneurs, les parties contractantes leur reconnaissent expressément le caractère contractuel.

2.3 – ORDRE DE PRIORITE

Selon article 4.1 du CCAG Travaux

2.4 - DATE D'APPLICATION ET D'OPPOSABILITE DES TEXTES

Les textes et normes opposables au titulaire sont ceux qui sont applicables le 1er jour du mois zéro (Mo) figurant dans l'acte d'engagement.

Lorsqu'un texte - publié en cours d'exécution du présent marché - est d'application immédiate du fait de la réglementation :

- ✓ Le représentant du pouvoir adjudicateur pourra, si cela est possible, décider de ne pas l'appliquer ;
- ✓ S'il choisit de l'appliquer à l'opération en cours, le titulaire aura droit à l'indemnisation des incidences éventuelles générées par cette application.

ARTICLE 3 - PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

3.1 - REPARTITION DES PAIEMENTS

L'acte d'engagement et ses avenants éventuels indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire et à ses cotraitants et/ou sous-traitants.

3.2 - CONTENU DES PRIX – MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES – REGLEMENT DES COMPTES

3.2.1 Les prix :

Les prix du marché sont hors T.V.A. et seront établis en tenant compte :

- ✓ des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des différents lots visés au 1-2 ci-dessus ;
- ✓ des dépenses communes de chantier
- ✓ des dépenses résultant de l'application de la notice S.P.S.

Aucune prestation ou sujétion ne pourra faire l'objet d'un supplément si elle n'est pas reconnue par le Maître d'œuvre comme complémentaire au programme prévu et si elle ne fait pas l'objet de la procédure définie à l'article 8-19 du présent C.C.A.P.

Le descriptif (CCTP) définit pour le titulaire la nature des ouvrages et leurs localisations. Sauf spécifications particulières, le titulaire reste maître des moyens et techniques à employer et devra par conséquent tous les travaux de sa compétence que sa profession nécessite et qui sont indispensables à l'achèvement complet des ouvrages.

3.2.2 Prestations fournies gratuitement à l'entreprise :

Sans objet

3.2.3 Caractéristiques des prix pratiqués :

En précision de l'article 9.2 du CCAG Travaux, les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par un prix global forfaitaire.

3.2.4 Modalité de règlement des comptes :

Les projets de décomptes seront présentés sur la base du CDPG marché complété des éventuels avenants.

Par dérogation à l'article 12.1.1 du CCAG Travaux : le processus de traitement des demandes d'acompte sera le suivant :

- ✓ Le maître d'œuvre dans les 7 jours calendaires suivant la date de réception de l'état de situation (correspondant à l'avancement validé) transmet au titulaire par mail le certificat de paiement établi par ses soins correspondant à l'état d'avancement validé.
 - Le MOE calcule les révisions dues au titre de l'acompte (avec actualisation des indices précédents devenus définitifs) et les intègre au certificat de paiement.
 - Le pouvoir adjudicateur étant en copie de cet envoi
- ✓ A la réception du certificat de paiement : le titulaire édite sa facture comptable et transmet au pouvoir adjudicateur selon le **mode A1** sous CHORUS : la facture accompagnée du certificat du MOE et l'état d'avancement.
 - La facture sera alors directement traitée par le pouvoir adjudicateur, la demande d'acompte ayant été préalablement visée par le MOE.

Nota : le projet de décompte mensuel afférent au dernier mois d'exécution des prestations (s'il ne constitue pas le projet de décompte final) devra tenir compte des prestations réellement exécutées (par exemple : pas de facturation possible à 100% avant la remise du DOE et son VISA sans remarques par le maître d'œuvre).

Demande finale de paiement :

Par dérogation à l'article 12.3.1 : le titulaire présentera un projet de décompte final :

- ✓ Dans le cas d'une décision de réception sans réserve : dans un délai de trente jours à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux
- ✓ Dans le cas d'une décision de réception assortie de réserve(s) : le titulaire ne pourra transmettre son projet de décompte final qu'à la suite de la décision de levée de l'ensemble des réserves, et dans les 30 j suivant cette notification.
- ✓ Le paiement du solde est conditionné par la présentation d'un quitus concernant le compte prorata.

Par dérogation à l'article 12.3.2 la transmission du Décompte Final se fera comme décrit au § 3.2.4 ci-avant.

3.2.5 Prestations comportant un délai important de fabrication ou de stockage en usine :

Sans objet.

3.2.6 Approvisionnements :

Sans objet.

3.2.7 Travaux imprévus :

Les travaux non prévus au marché du titulaire ou de ses sous-traitants et étant de leur compétence, seront réglés après acceptation du Maître d'Ouvrage et notification par un ordre de service écrit :

- soit par application des prix dont le libellé est donné dans la décomposition des prix globaux et forfaitaires (DPGF) pour tous les ouvrages non prévus identiques à des ouvrages prévus et exécutés dans les mêmes conditions,
- soit par des prix librement débattus dans le cas de travaux de nature différente de ceux prévus au marché et présentés sous forme de devis.

3.2.8 Marchés complémentaires :

Conformément aux articles L2122-1 et R2122-7 du Code de la Commande Publique, un marché complémentaire sans publicité et sans mise en concurrence pourra être passé pour la réalisation de prestations complémentaires identiques à celles du présent marché.

3.4 - VARIATION DES PRIX

3.4.1 Mode de variation

Les prix sont fermes, actualisables suivants les modalités fixées aux articles 3.4.4. au présent document.

3.4.2 Mois d'établissement des prix du marché :

Si le mois M0 n'est pas celui de la remise des offres finales : Par dérogation à l'article 9.4.2 du C.C.A.G. Travaux les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois appelé "mois zéro" (Mo), figurant dans l'acte d'engagement au chap. B1.

Indiquer quand même : le mois M0 est le mois de remise des offres ; en cas de procédure de négociation le mois M0 retenu est celui de remise de l'offre finale

3.4.3 Choix de l'index de référence :

Les index de référence I, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les index BT :

✓ **LOT UNIQUE GROS-ŒUVRE : BT01**

3.4.4 Modalités d'actualisation des prix :

L'actualisation est effectuée par application au prix du marché (ou du lot) d'un coefficient Cn donné par la formule : $C_n = I(d-3) / I_0$ dans laquelle I₀ et I_{d-3} sont les valeurs prises respectivement au mois zéro et au mois (d-3) par l'(les) index de référence du marché (ou du lot)

Par dérogation à l'article 9.4.3 du CCAG Travaux : les prix sont actualisés sous réserve que la date du début du délai contractuel d'exécution des travaux soit postérieure de plus de 120 jours à la date limite de la remise des prix fixée par le règlement de la consultation.

Coefficient arrondi au millième supérieur.

Conformément à l'article 9.4.4 du CCAG Travaux : le dernier indice de révision appliqué est celui de date contractuelle d'achèvement (initiale ou après prolongation).

3.4.5. Actualisation provisoire :

Lorsqu'une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre actualisation avant la publication de l'indice définitif, laquelle intervient sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

3.4.6. Application de la taxe à la valeur ajoutée :

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements.

3.5 - PAIEMENT DES COTRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS EVENTUELS

3.5.1 Désignation de sous-traitants en cours de marché :

L'avenant ou l'acte spécial précise tous les éléments contenus à l'article 3.6. du CCAG travaux.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant la déclaration sur l'honneur prévue à l'article R2143-3 du Code de la Commande Publique.

Il indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- ✓ les renseignements mentionnés à l'article 11.7. du cahier des clauses administratives générales ;
- ✓ le compte à créditer ;
- ✓ la personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R 2191-59 du code de la commande publique, auquel renvoie l'article R 2391-28 du même code (nantissements ou cessions de créances) ;
- ✓ le comptable assignataire des paiements.

3.5.2 Modalités de paiement direct :

a) Cotraitance :

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente au lot assigné à ce cotraitant.

b) Sous-traitance :

Lorsqu'un sous-traitant est payé directement, le titulaire :

- ✓ indique, dans le projet de décompte, la somme à prélever sur celles qui lui sont dues, ou qui sont dues au membre du groupement concerné par la partie de la prestation exécutée, et que le représentant du pouvoir adjudicateur doit régler à ce sous-traitant ;
- ✓ joint la copie des factures de ce sous-traitant acceptées ou rectifiées par ses soins.

Il transmet le décompte au maître d'œuvre comme pour ses propres états de situation.

3.6 - DELAI DE PAIEMENT

Les stipulations concernant le délai de paiement se trouvent dans l'acte d'engagement.

3.7 - INTERETS MORATOIRES

Selon dispositions légales :

Montant TTC dû x (nombre de jours de retard / 365) x taux des intérêts moratoires applicable.

Décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique

Arrêté du 24 juin 2015 relatif à la fixation du taux de l'intérêt légal :

- ✓ 1° Pour les créances des personnes physiques n'agissant pas pour des besoins professionnels : à 4,29 % ;
- ✓ 2° Pour tous les autres cas : à 0,99 %.

ARTICLE 4 - DELAIS D' EXECUTION - PENALITES ET PRIMES

4.1 - DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX

Le délai d'exécution des travaux est fixé à l'article B5 de l'Acte d'Engagement.

4.2 - PERIODE DE PREPARATION

Conformément à l'article 28.1 du C.C.A.G. une période de préparation est prévue à compter de la notification du marché et préalablement à la délivrance de l'ordre de service de démarrer l'exécution des travaux.

Sa durée est fixée à : **2à3 semaines** :

- ✓ 2à3 semaines d'études d'exécution, commande des matériels éventuels, installation de chantier.

4.3 - PLANNING D'EXÉCUTION

Dans le cadre du calendrier général prévu à l'Article B5 de l'acte d'engagement, le Maître d'Œuvre met au point en collaboration avec le titulaire le calendrier d'exécution. Ceux-ci doivent fournir en temps voulu les renseignements concernant les contraintes, les enclenchements et les moyens de leurs différentes interventions.

Au cours du déroulement des travaux, le Maître d'Œuvre peut en accord avec les entrepreneurs apporter au calendrier contractuel, les ajustements nécessaires sans que soit modifié le délai global de l'opération, ni les délais d'exécution de chacun des marchés. Le calendrier détaillé d'exécution doit être revêtu d'une mention d'approbation par chacun des entrepreneurs.

Le calendrier contractuel peut être modifié par ordre de service en cours de la période de préparation et en cours de travaux, mais cette modification ne peut, sauf accord de l'entrepreneur, comporter de réduction de délai d'exécution des travaux faisant l'objet du marché. Chacun des délais partiels, définis au calendrier d'exécution est impératif et implique, par l'entrepreneur, l'obligation d'effectuer les travaux considérés dans les délais et aux dates fixées par ledit calendrier.

Le titulaire doit commencer les travaux qui lui incombent à la date fixée par le calendrier d'exécution et il lui appartient de commencer ses fabrications en usine ou de constituer ses approvisionnements de matériaux en temps opportun et au plus tard aux dates fixées par ledit calendrier.

En outre, chaque entrepreneur est tenu de suivre l'ensemble de l'exécution, de s'assurer que les indications concernant ou conditionnant ses travaux sont suivies et, dans le cas contraire, d'en référer au Maître d'Œuvre.

De même, chaque entrepreneur doit aviser le Maître d'Œuvre de toute avance et de tout risque de retard relatif à l'exécution des travaux dont il a la charge afin qu'en soient étudiées les conséquences et les remèdes.

A l'intérieur de ce délai d'exécution d'ensemble déterminé par le calendrier d'exécution, le délai d'exécution du marché de chaque titulaire est égal à la somme des périodes où sont prévus ses travaux sur le chantier et les périodes de non-intervention mentionnées au calendrier.

4.4 - PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 du C.C.A.G. Travaux, le nombre de journées d'intempéries fera l'objet de constats contradictoires entre le Maître d'Œuvre et le Représentant du titulaire.

Les relevés fournis par les services de la météorologie régionale feront foi.

En vue de l'application de l'article 18.2.3 du C.C.A.G. Travaux :

- le délai d'exécution des travaux sera prolongé ;
- la date limite d'achèvement des travaux sera reportée

D'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou plusieurs phénomènes naturels ci-après dépassera les intensités et durées limites ci-après :

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée limite
Pluie	10 mm/h	3 jours
Neige	0,15 ml/j	1 jour
Gel	-5°C	5 jours
Vent	50 km/h	

Pour autant qu'il y ait eu entrave à l'exécution des travaux.

De même la réalisation d'une ou plusieurs opérations, pourra être prolongée par ordre de service si la conclusion des travaux est subordonnée à une prestation indépendante de l'entrepreneur (intervention de dernière heure d'un concessionnaire par exemple).

4.5 - PENALITES – PRIMES

4.5.1 Retard dans l'exécution des travaux :

Par dérogation à l'article 19.2.3 du C.C.A.G. Travaux, le montant de la pénalité journalière est fixé à **300,00 € HT** (Trois cent euros hors taxes) du montant hors taxes du marché éventuellement complété des avenants par jour de retard calendaire dans l'exécution des travaux sur un délai partiel du chemin critique ou sur un délai global et non plafonnée.

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG Travaux, les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du retard par le maître d'œuvre et comptabilisées sur simple notification dans les comptes-rendus de chantier

4.5.2 Absence aux réunions de chantier :

Les absences du titulaire et/ou sous-traitant éventuel aux réunions de chantier seront pénalisées de 150,00 € HT (cent cinquante euros hors taxes) et les retards supérieurs à 30 minutes de 75,00 € HT (soixante-quinze euros hors taxes). Le représentant aux réunions doit avoir pouvoir d'engager la société ou l'entreprise pour laquelle il intervient dans toutes les décisions techniques et administratives à prendre en réunion. La représentation de l'entreprise par une personne non compétente sera considérée comme une absence.

4.5.3 Nettoyage de chantier :

Le refus du titulaire d'obtempérer aux injonctions du Maître d'œuvre d'avoir à procéder aux tâches de nettoyage qui lui sont imparties, sera sanctionné par une pénalité forfaitaire de 150,00 € H.T. (cent cinquante euros hors taxes) par jour calendaire de retard.

La mise en régie sera prononcée sous un délai de 48 heures en cas de défaillance du titulaire et à ses frais.

4.5.4 Retard dans la remise des documents :

Tout retard dans la remise des documents pendant la période de préparation puis en cours de chantier (PPSPS, procès-verbaux de matériaux, plans d'atelier et de chantier, échantillons etc.) sera passible d'une pénalité de 150,00 € H.T. (cent cinquante euros hors taxes) par jour calendaire de retard.

4.5.5 Délais et retenues pour documents fournis après exécution (DOE) :

En cas de retard dans la remise des documents à fournir par le titulaire conformément à l'article 40 du C.C.A.G., une retenue égale à 200,00 € HT (deux cent euros hors taxes) par jour calendaire plafonnée à 5% du montant du marché sera opérée, dans les conditions stipulées à l'article 19.3 du C.C.A.G., sur les sommes dues au titulaire.

Le DOE devra être remis le jour de la réception.

4.5.6 Dérogation à l'article 19.2.1 :

Le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant ne dépasse pas 1 000 €.

4.5.7 Prime d'avance :

Sans objet

4.6 - REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX

Il est rappelé que les délais impartis englobent le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux, aussi bien à l'intérieur des locaux qu'à l'extérieur et aux abords.

Il sera du à ce titre le nettoyage général des locaux et abords, l'enlèvement des gravois et la remise en état des extérieurs, voiries, trottoirs, espaces verts, plantations et réseaux divers qui auront été endommagés ou détériorés pendant l'exécution des travaux.

En conséquence, tout retard constaté sur ces opérations est sanctionné comme retard dans l'achèvement des travaux. En cas de retard dans ces opérations et après mise en demeure par ordre de service, restée sans effet, il peut y être procédé par le représentant du pouvoir adjudicateur aux frais du titulaire, sans préjudice de l'application de la pénalité visée ci-avant.

ARTICLE 5 -CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5.1 - RETENUE DE GARANTIE

Articles R2191-32 à 35 du Code de la Commande Publique.

Une retenue de garantie de cinq pour cent (5 %) sera prélevée sur le montant de chaque acompte payé au titulaire par le comptable assignataire des paiements.

Conformément aux articles R2191-36 à 42 du Code de la Commande Publique, cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande **ou une caution personnelle et solidaire**.

5.2 - AVANCE FORFAITAIRE

L'option retenue est l'option A de l'article 10.1 du CCAG Travaux. En référence aux articles R2191-3 à 12 du Code de la Commande Publique : le taux de l'avance est fixé dans les documents particuliers du marché et plus particulièrement à l'article suivant 5.2.1 du CCAP.

5.2.1 Avance de 5% :

Une avance de 5% sera versée au titulaire lorsque le montant initial du marché ou de la tranche affermie est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois, sauf refus du titulaire indiqué dans son acte d'engagement.

5.2.2 Modalités de versement de l'avance forfaitaire :

Le versement de l'avance au titulaire et aux sous-traitants est subordonné à la constitution d'une garantie à première demande du montant total de l'avance, cette garantie étant établie

selon un modèle fixé par un arrêté du ministre chargé de l'économie. Le point de départ du délai de versement de l'avance est la date de réception de cette garantie.

Le versement de l'avance interviendra sans autre formalité dans un délai de 30 jours.

Le remboursement de l'avance se fera par précompte sur les sommes dues au titulaire ou aux sous-traitants, dès que le montant des prestations exécutées atteindra 65 % du montant du marché ou du montant sous-traité, et cela sur la totalité des sommes dues jusqu'à hauteur du montant de l'avance.

5.2.3 Remboursement de l'avance forfaitaire :

Le remboursement de l'avance effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché ou de la tranche atteint ou dépasse 65 % du montant initial du marché ou de la tranche. Le remboursement doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

5.2.4 Avance aux sous-traitants :

Conformément aux articles R2193-17 à 21 du Code de la Commande Publique et dans les mêmes conditions que ci-dessus une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Les limites sont appréciées par référence au montant des prestations confiées au sous-traitant.

ARTICLE 6 - PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

6.1 - PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS

Le devis descriptif fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

6.2 - MISE A DISPOSITION DE CARRIERES OU LIEUX D'EMPRUNT

Sans objet.

6.3 - CARACTERISTIQUES, QUALITES, VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS

Le devis descriptif définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du C.C.T.G. concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et le titulaire sur des dispositions différentes, les vérifications de qualités sont exécutées par le Bureau de Contrôle.

Le devis descriptif précise quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et le titulaire sur des dispositions différentes, les vérifications et la surveillance sont exécutées par le Bureau de Contrôle.

Le maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- ✓ s'ils sont effectués par le titulaire, ils seront rémunérés par application d'un prix de bordereau ;
- ✓ s'ils sont effectués par un tiers, ils seront rémunérés par le maître de l'ouvrage.

6.4 - PRISE EN CHARGE, MANUTENTION ET CONSERVATION PAR LE TITULAIRE DES MATERIAUX ET PRODUITS FOURNIS PAR LE MAITRE DE L'OUVRAGE

Sans objet.

6.5 - MENTION « OU EQUIVALENT »

Conformément à l'article R2111-7 du Code de la Commande Publique, certaines spécifications de normes ou de marques dans le devis descriptif sont suivies de la mention « ou équivalent ».

Cette mention est réputée supprimée dans le marché, le titulaire étant engagé sur les spécifications précisées dans son offre ou à défaut de telles précisions sur celles figurant dans le descriptif.

ARTICLE 7 - IMPLANTATION DES OUVRAGES

Sans objet à confirmer

7.1 - PIQUETAGE GENERAL

Le piquetage général sera effectué par le lot Gros-Oeuvre contradictoirement avec le maître d'œuvre avant le commencement des travaux.

7.2 - PIQUETAGE DES OUVRAGES SOUTERRAINS, ENTERRES OU AERIENS

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter sera effectué par le titulaire du lot contradictoirement avec le maître d'œuvre qui aura convoqué les exploitants des ouvrages.

Lorsque le piquetage spécial concerne des canalisations de gaz, d'eau ou des câbles électriques, le titulaire doit dix jours au moins avant le début des travaux, prévenir l'exploitant des canalisations ou câbles.

ARTICLE 8 - PREPARATION - COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

8.1 - CONNAISSANCE DES LIEUX - VERIFICATION PREALABLE

L'Entrepreneur est réputé avant la remise de son offre :

- ✓ Avoir pris pleine connaissance des plans et documents utiles à la réalisation des travaux ainsi que les lieux d'implantation des ouvrages et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux,
- ✓ Avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités,
- ✓ Avoir procédé à une visite détaillée des lieux et avoir pris connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes les sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès et aux abords, à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyens de communication et de transport, stockage des matériaux, ressources en main d'œuvre, énergie électrique, eau, installation de chantier, éloignement des décharges publiques ou privées, etc ...),
- ✓ avoir contrôlé toutes les indications des documents du dossier de consultation des entreprises, notamment celles données par les plans, les dessins d'exécution, et le devis descriptif, s'être assuré quelles sont exactes, suffisantes et concordantes, s'être entouré de tous renseignements complémentaires éventuels près du Maître d'Ouvrage et le cas échéant, les bureaux d'études techniques, et, après avoir pris tous les renseignements utiles auprès des services publics ou de caractère public (équipement, services municipaux, Eaux et Assainissement, Electricité et Gaz de France, France Télécom, Têledistribution, etc...).

8.2 - PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (PPSPS)

Durant la période de préparation prévue à l'article 4.2 et détaillée à l'article 8.8, le titulaire, y compris ses sous-traitants, devra établir un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé après inspection commune organisée par le coordonnateur S.P.S.. Cette obligation est applicable à chaque titulaire (cotraitant et sous-traitant). Les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé doivent être remis au coordonnateur S.P.S.- dans un délai de 10 jours à compter du début de la période de préparation.

L'absence de remise au maître d'œuvre Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé fait obstacle à l'exécution proprement dite des travaux.

8.3 - REGISTRE DE CHANTIER

Par dérogation à l'article 28.5 du C.C.A.G. Travaux il ne sera pas prévu de registre de chantier.

8.4 - PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER

Avant la date d'expiration de la période de préparation le titulaire du LOT GROS-ŒUVRE chargé de l'organisation matérielle et collective du chantier remettra pour approbation au maître d'œuvre, au maître d'ouvrage et au coordonnateur SPS un plan des installations provisoires pour l'ensemble de la durée des travaux.

Le titulaire du lot se référera au PGC pour établir un plan d'installation de chantier conforme aux prescriptions du coordonnateur SPS.

Sur ce plan, devront figurer :

- les baraquements de stockage du matériel et des éléments préfabriqués de chaque entreprise,
- les schémas de branchements provisoires d'eau et d'électricité,
- les installations obligatoires destinées au personnel,
- la signalisation pour la circulation des véhicules que pour celles des piétons,
- l'emplacement des points lumineux pour l'éclairage provisoire du chantier, des clôtures,
- les zones d'accès interdit,
- tous les détails non énumérés ci-dessus mais que les entreprises jugeraient bon d'ajouter pour la facilité de leur installation.

8.5 - PLANNING D'EXECUTION

Dans le cadre du calendrier général prévu à l'Article B5 de l'acte d'engagement, le Maître d'Œuvre met au point en collaboration avec l'entrepreneur le calendrier. Ceux-ci doivent fournir en temps voulu les renseignements concernant les contraintes, les enclenchements et les moyens de leurs différentes interventions.

Au cours du déroulement des travaux, le Maître d'Œuvre peut en accord avec les entrepreneurs apporter au calendrier contractuel, les ajustements nécessaires sans que soit modifié le délai global de l'opération, ni les délais d'exécution de chacun des marchés. Le calendrier détaillé d'exécution doit être revêtu d'une mention d'approbation par chacun des entrepreneurs.

Le calendrier contractuel peut être modifié par ordre de service en cours de la période de préparation et en cours de travaux, mais cette modification ne peut, sauf accord de l'entrepreneur, comporter de réduction de délai d'exécution des travaux faisant l'objet du marché. Chacun des délais partiels, définis au calendrier d'exécution est impératif et implique, par l'entrepreneur, l'obligation d'effectuer les travaux considérés dans les délais et aux dates fixées par ledit calendrier.

Le titulaire doit commencer les travaux qui lui incombent à la date fixée par le calendrier d'exécution et il lui appartient de commencer ses fabrications en usine ou de constituer ses approvisionnements de matériaux en temps opportun et au plus tard aux dates fixées par ledit calendrier.

En outre, chaque entrepreneur est tenu de suivre l'ensemble de l'exécution, de s'assurer que les indications concernant ou conditionnant ses travaux sont suivies et, dans le cas contraire, d'en référer au Maître d'Œuvre.

De même, chaque titulaire doit aviser le Maître d'Œuvre de toute avance et de tout risque de retard relatif à l'exécution des travaux dont il a la charge afin qu'en soient étudiés les conséquences et les remèdes.

A l'intérieur de ce délai d'exécution d'ensemble déterminé par le calendrier d'exécution, le délai d'exécution du marché de chaque entrepreneur est égal à la somme des périodes où sont prévus ses travaux sur le chantier et les périodes de non-intervention mentionnées au calendrier.

Le délai d'exécution du marché est fixé à 8 semaines (cf article 4.2).

8.6 - ACCES

Les entrepreneurs peuvent utiliser les voies de circulations et d'accès qui auraient été construites préalablement aux travaux. Ils devront en assurer l'entretien permanent et faire procéder, le cas échéant, à leur réfection en fin de chantier, par une entreprise qualifiée et ce à leur frais.

Par dérogation à l'article 34 du C.C.A.G., les entreprises auront à leur charge l'intégralité des travaux de réparation des voies publiques qui auraient pu être détériorées lors du chantier ; les frais de réparation seront imputés au compte prorata.

8.7 - STOCKAGE DE MATERIEL ET MATERIAUX

Le titulaire doit la GARDE et l'ENTRETIEN de ses ouvrages, ainsi que leur conservation, et ce jusqu'à la réception définitive des travaux.

Il demeure responsable, même si, pour quelque cause que ce soit, les travaux étant interrompus, une protection contre les intempéries et risques d'effraction s'avérerait nécessaire, ceci sans frais supplémentaires.

Il n'est alloué au titulaire aucune indemnité au titre des pertes, avaries ou dommages causés par sa négligence, son imprévoyance, son défaut de moyens ou ses fausses manœuvres. Ces vols ou dégradations de toutes natures ne sont en aucun cas imputables au compte prorata.

Il est rappelé que chaque titulaire est seul responsable de l'application des mesures d'hygiène et de sécurité du personnel qu'il emploie sur le chantier.

Toutes les mesures propres à la prévention des accidents doivent être prises et toute entreprise qui crée un risque doit mettre en œuvre et entretenir les moyens de protection contre ce risque.

8.8 - PERIODE DE PREPARATION - PROGRAMME D'EXECUTION - ORDRES DE SERVICE

Les prestations feront l'objet d'un marché par lot avec **une seule tranche** de travaux.

- La date prévisionnelle des travaux est : pendant la période **S21 à S31 (18/05/2026 au 10/07/2026)**
- La durée du chantier est au plus de : **10 semaines**, le commencement se fera à compter de la notification de l'ordre de service de commencement des travaux.

La durée de la période de préparation est rappelée à l'article 4.2 du présent CCAP.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes :

a) par les soins du maître de l'ouvrage

Etablissement de la déclaration préalable aux termes de l'article L.235-2 du code du travail, complété par les articles R.238-1 et R.238-2, La déclaration préalable est adressée à l'inspecteur du travail ou au fonctionnaire assimilé en vertu de l'article L. 611-1 et aux

organismes visés à l'article L. 235-2 territorialement compétents au lieu de l'opération, à la date de dépôt de la demande de permis de construire lorsque celui-ci est requis ou, pour les opérations non soumises à cette obligation, au moins trente jours avant le début effectif des travaux.

b) par les soins du maître d'œuvre :

Convocation des entreprises, aux réunions d'études. Au cours de la première réunion préalable à toutes études seront notamment définis :

- L'échéancier de fourniture par le titulaire et la nomenclature des plans et notes de calculs d'Exécution,
- La liste des plans et notes de calcul d'Exécution et des plans d'atelier et de chantier (PAC) à la charge des entreprises,
- La date des premières réunions de chantier,
- Visa du programme d'exécution,
- Le circuit de contrôle et de visas des documents.

L'analyse d'ordonnancement de l'ensemble des travaux, y compris le phasage avec les autres intervenants du site.

c) par les soins du titulaire :

Etablissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux, dans le délai de 7 jours à compter du début de cette période. Il est accompagné pour le lot unique du projet d'installation de chantier et des ouvrages provisoires ainsi que d'une notice précisant les dispositions projetées susceptibles d'avoir des conséquences sur le dimensionnement des ouvrages. Les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du visa du maître d'œuvre.

Transmission au maître d'œuvre de tous les éléments utiles à l'établissement des plans d'exécution, notes de calculs et études de détail nécessaires pour le début des travaux.

Le mandataire du groupement, en cas d'entrepreneurs groupés solidaires, doit dans le programme d'exécution des travaux, indiquer les dispositions qu'il a prévues pour coordonner les interventions des entrepreneurs groupés.

L'entreprise fournira un planning prévisionnel d'exécution des ouvrages indiquant les moyens prévus par l'entreprise pour respecter la durée de chacune des phases prévues au planning général de coordination, ainsi que les emprises de travail. Le planning intégrera la date de remise des Plans d'Exécution et des Plans d'Atelier et de Chantier (PAC)

L'entrepreneur devra dresser un programme d'exécution assorti du projet des installations de chantier et du plan de sécurité et d'hygiène, conformément aux articles 28.3 et 31 du C.C.A.G. Travaux et le soumettre au visa du Maître d'Œuvre dans un délai de 3 semaines suivant la notification du marché.

8.9 - PLANS D'EXECUTION - NOTES DE CALCUL - ETUDES DE DETAIL

Le présent lot unique doit la fourniture de :

- 1 plan coffrage et armatures des ouvrages en béton armé

8.10 - ORGANISATION SECURITE ET HYGIENE DES CHANTIERS

8.10.1 Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de " coordonnateur S.P.S. ".

8.10.2 Autorité du coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S.- doit informer le représentant du pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), le coordonnateur S.P.S. doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

8.10.3 Moyens donnés au coordonnateur S.P.S.

Libre accès du coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S. a libre accès au chantier.

8.10.4 Obligations du titulaire

Le titulaire communique directement au coordonnateur S.P.S.:

- le P.P.S.P.S. ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail.

Le titulaire informe le coordonnateur S.P.S. :

- de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ;
- de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement.

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur S.P.S. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur S.P.S. est soumis au représentant du pouvoir adjudicateur.

8.10.5 CISSCT

Sans objet

8.10.6 Obligations du titulaire vis à vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993.

8.11 - MESURE D'ORDRE SOCIAL – APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL

8.11.1 Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du représentant du pouvoir adjudicateur, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du représentant du pouvoir adjudicateur, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 46.3.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

8.11.2 Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les mêmes documents que ceux exigés du titulaire lors de la soumission au présent marché (pièces de la candidature), une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

8.12 - SIGNALISATION DU CHANTIER A L'EGARD DE LA CIRCULATION PUBLIQUE

Pas de stipulation particulière

8.13 - MAINTIEN DES COMMUNICATIONS ET DE L'ECOULEMENT DES EAUX

Le titulaire du lot unique Le présent lot doit la Pas de stipulation particulière

Le titulaire devra, pendant toute la durée des travaux, prendre toutes les dispositions nécessaires pour maintenir, dans les meilleures conditions possibles :

Les communications de toute nature (voirie, réseaux électriques, téléphoniques, etc.) traversant le chantier ou à proximité immédiate de celui-ci.

L'écoulement naturel des eaux (cours d'eau, fossés, etc.) et les systèmes d'assainissement.

Avant le début des travaux, le titulaire établira un plan de gestion des risques, notamment en ce qui concerne :

L'identification des réseaux existants : Le titulaire procédera à des repérages précis de tous les réseaux aériens et souterrains présents sur le chantier ou à proximité.

La protection des réseaux : Il mettra en place des dispositifs de protection adaptés (balisage, signalisation, soutènement) pour éviter tout dommage aux réseaux existants.

La gestion des eaux : Il définira les mesures à prendre pour assurer l'écoulement naturel des eaux et éviter tout risque d'inondation ou de pollution.

Toute intervention sur un réseau existant, même temporaire, devra faire l'objet d'une demande préalable écrite auprès du gestionnaire du réseau concerné. Le titulaire devra respecter les procédures et les normes en vigueur.

Le titulaire sera tenu responsable de tous dommages causés aux réseaux existants ou à l'environnement en raison d'une mauvaise exécution des travaux ou d'un défaut de

précaution. Il devra prendre en charge la réparation des dommages dans les meilleurs délais.

La réception provisoire des travaux ne pourra intervenir que si le titulaire a démontré qu'il a respecté l'ensemble des dispositions du présent article.

8.14 - ENGINS EXPLOSIFS DE GUERRE

Sans objet

8.15 - UTILISATION DES VOIES PUBLIQUES

Pas de stipulation particulière

8.16 - CHANTIER COMPORTANT DES RISQUES HORS DE PROPORTION

Sans objet

8.17 - COMPTE PRORATA – DEPENSES ET RECETTES D'INTERET COMMUN

Sans objet

8.18 - GESTION DES DECHETS DE CHANTIER

Les modalités relatives à la gestion des déchets sont à la charge du présent lot unique. Les déchets relatifs à l'intervention du titulaire du marché sont évacués quotidiennement.

8.19 - TRAVAUX MODIFICATIFS

En cours de chantier, des modifications peuvent être demandées par le représentant du pouvoir adjudicateur, le maître d'œuvre, le titulaire ou le contrôleur technique. Ces modifications feront l'objet d'une fiche de travaux modificatifs.

Ces fiches de travaux modificatifs seront établies par le Maître d'œuvre lors de réunions de chantier. Dès leur établissement, ces fiches seront diffusées au titulaire, au maître d'œuvre et au représentant du pouvoir adjudicateur. Dans le délai prescrit, le titulaire retournera la fiche complétée par ses soins au maître d'œuvre qui la transmettra avec son avis au représentant du pouvoir adjudicateur. La décision du représentant du pouvoir adjudicateur sera notifiée au titulaire, cette notification vaudra ordre d'exécuter les travaux modificatifs. Les travaux modificatifs acceptés par le représentant du pouvoir adjudicateur seront incorporés dans un avenant au marché.

En cas d'urgence à exécuter les travaux modificatifs ne permettant pas de respecter la procédure définie ci-dessus, le maître d'œuvre pourra prescrire l'exécution de ces travaux par ordre de service. La fiche de travaux modificatifs sera ensuite établie suivant la procédure ci-dessus.

Tous travaux supplémentaires ou modifications qui n'auront pas fait l'objet d'une fiche de travaux dûment acceptée par le représentant du pouvoir adjudicateur ne pourront donner lieu à rémunération supplémentaire.

ARTICLE 9 - CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

9.1 - ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du C.C.T.G. ou le C.C.T.P. seront assurés sur le chantier par le titulaire.

9.2 - PERIODE D'OPERATION PREALABLE A LA RECEPTION

Le calendrier d'exécution fixe la durée de la période pendant laquelle le titulaire est tenu de :

- ✓ s'assurer que ses travaux sont achevés ou en voie d'achèvement pour être reçus par le Maître d'Ouvrage à la date fixée pour réception et à défaut, prendre toute mesure corrective en accord avec le Maître d'Ouvrage pour satisfaire aux exigences de la remise d'ouvrage,
- ✓ mettre à disposition du Maître d'Ouvrage, le personnel nécessaire à la composition d'une équipe de finition, généralement constitué d'ouvriers de chaque corps d'état, pour exécution sous la direction d'un responsable de l'Entreprise, des tâches de finition et de parachèvements,
- ✓ constituer, pour le remettre au Maître d'Ouvrage, avant le jour de la réception, le dossier des ouvrages exécutés,
- ✓ prendre toutes dispositions pour remettre au Maître d'Ouvrage tous les certificats de conformité technique nécessaires et régler tous les frais afférents aux opérations de contrôle et de vérification,
- ✓ effectuer toutes les démarches nécessaires auprès des services compétents afin d'obtenir la mise en service des installations en temps voulu et en informer le Maître d'Ouvrage,
- ✓ se procurer et remplir les formulaires nécessaires, les remettre au Maître d'Ouvrage qui les signera et les remettra aux services et organismes intéressés,
- ✓ se tenir à la disposition du Maître d'Ouvrage pour assister à toutes les réunions destinées à obtenir et constater le parfait achèvement des travaux.

9.3 - RECEPTION

L'entreprises est responsables de ses ouvrages jusqu'à la réception définitive des travaux.

Il leur appartiendra donc d'assurer la protection et la surveillance des travaux ou installations et de faire toute réfection nécessaire, notamment pour leur parfaite présentation lors de la réception.

Par dérogation à l'article 41 du C.C.A.G. Travaux.

9.4 - RECEPTION PARTIELLE

Sans objet.

9.5 - PRISE DE POSSESSION ANTICIPEE DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES

Sans objet.

9.6 - MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES

Sans objet.

9.7 - DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION

Le contenu et la présentation de ce dossier " D.O.E. " est défini dans le CCTP.

Ces documents seront remis au Maître d'œuvre le jour de la réception.

Tout retard dans la fourniture de ces documents sera sanctionné par une retenue fixée précédemment.

9.8 - DELAI DE GARANTIE

Le délai de garantie de parfait achèvement auquel l'entrepreneur est tenu, est fixé à un an à compter de la date d'effet de la réception définitive. Cette garantie s'étend à la réparation de tous les désordres signalés par le Maître d'Ouvrage conformément aux dispositions de l'article 44 du CCAG par voie de notification écrite pour ceux relevés postérieurement à la réception.

En cas d'insuffisance des notices de fonctionnement et d'entretien ou de retard dans leur remise, l'obligation de parfait achèvement à laquelle est soumis le titulaire s'étend aux travaux rendus nécessaires pour remédier aux effets de l'usage, lorsque ces effets résultent d'erreurs ou de fausses manœuvres commises en raison des lacunes ou de l'absence des documents.

Si pendant ce délai de garantie, les travaux qui se révèlent nécessaires n'ont pas été exécutés par l'Entrepreneur dans le délai qui lui est imparti par le Maître d'Ouvrage dans l'ordre de service les prescrivant ou à défaut dans un délai maximum de un mois, le Maître d'Ouvrage aura le droit d'appliquer une pénalité de 450 € HT (quatre cent cinquante euros

hors taxes) par jour calendaire de retard, sans préjudice du droit du Maître d'Ouvrage de faire exécuter les travaux aux frais, risques et périls de l'entreprise défaillante.

Prolongation de la GPA : se référer à l'article 44.2 du CCAG Travaux.

Cette déclaration, notifiée à l'Entrepreneur et à l'organisme ayant établi la caution, par lettre recommandée, fera opposition à la libération du cautionnement prévu au présent marché.

9.9 - GARANTIES PARTICULIERES

Sans objet.

ARTICLE 10 - OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC ET PRIVE

Sans objet.

ARTICLE 11 - RESILIATION

En cas de résiliation, il sera fait application des dispositions prévues aux Articles 49-50-51 du C.C.A.G.Travaux.

ARTICLE 12 - DEROGATIONS AU CCAG TRAVAUX

L'article 3.2.4 du C.C.A.P. déroge aux articles 12.1.1.1 ; 12.3.1 ; 12.3.2 du CCAG
L'article 3.4.1 du C.C.A.P. déroge à l'article 9.4.1. du CCAG (si prix révisables)
L'article 3.4.2 du C.C.A.P. déroge à l'article 9.4.2. du CCAG (si m0 fixé dans AE et différent remise des offres)
L'article 3.4.4 du C.C.A.P. déroge à l'article 9.4.3. du CCAG (si prix actualisables)
L'article 4.5.1 du C.C.A.P. déroge aux articles 19.2.3 ; 19.2.4 du CCAG
L'article 4.5.6 du C.C.A.P. déroge à l'article 19.2.1 du CCAG
L'article 8.3 du C.C.A.P. déroge à l'article 28.5 du CCAG
L'article 8.6 du C.C.A.P. déroge à l'article 34 du CCAG
L'article 9.3 déroge à l'article 41 du CCAG

ARTICLE 13 – ENGAGEMENT DU TITULAIRE

A _____, le ____/____/____

Le Titulaire

Mention manuscrite : « Lu et approuvé »

Cachet

Nom – Signature